



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

violences à l'école

Question au Gouvernement n° 1281

Texte de la question

VIOLENCES À L'ÉCOLE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Beauvais, pour le groupe Les Républicains.

Mme Valérie Beauvais. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, ma question porte sur la violence à l'école. La publication ce week-end d'une vidéo où l'on voit un élève menacer sa professeure avec une arme factice a suscité l'indignation.

La violence à l'école n'est certes pas un phénomène nouveau. Toutefois, depuis dix-huit mois, vous n'avez pris rigoureusement aucune mesure visant à mieux protéger les enseignants et les élèves victimes de tels actes inacceptables. (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe LR.*)

Comme le disent de nombreux enseignants, votre réponse tient dans un leitmotiv : « Pas de vagues ! ». Pour toute réaction, vous dites vouloir encourager l'interdiction du téléphone portable dans les établissements scolaires. Quel mépris pour cette enseignante qui a été menacée ! Quel aveu d'impuissance, quand le mal est si profond ! (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Vous le savez bien, la majorité des principaux de collège ne prévoient pas de modifier leur règlement intérieur. Votre mesure d'interdiction du téléphone portable à l'école sera donc totalement vaine.

Monsieur le ministre, vous êtes le ministre des grands discours et des déclarations d'intention. Vous êtes surtout le ministre de l'impuissance politique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) En réalité, vous êtes dans l'incapacité de diriger votre administration.

Il y a un décalage énorme entre vos paroles et vos actes. Vous affirmez encourager l'inclusion scolaire, mais vous ne proposez rien pour ce faire. Pire : vous repoussez la proposition de loi du groupe Les Républicains visant à favoriser le recrutement d'auxiliaires de vie scolaire, alors que mille élèves en situation de handicap attendent toujours d'en bénéficier.

M. Maxime Minot. Elle a raison !

Mme Brigitte Bourguignon. C'est faux !

M. Sylvain Maillard. Café du commerce !

Mme Valérie Beauvais. Vous dénoncez l'absentéisme scolaire et la violence dans les classes, mais vous ne proposez rien. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

La suspension du versement des allocations familiales ne doit pas être taboue s'il s'avère qu'elle permet de responsabiliser les parents. Oui ou non, seriez-vous disposé à accepter la proposition de loi déposée par Éric Ciotti visant à suspendre le versement des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire répété ? *(Mêmes mouvements.)*

M. Ugo Bernalicis. Scandaleux !

Mme Valérie Beauvais. Monsieur le ministre, l'école n'a pas besoin d'un ministre qui commente l'actualité, mais d'un patron qui met les mains dans le cambouis et obtient des résultats. Quand descendrez-vous de votre tour d'ivoire afin de fournir de toute urgence des solutions aux problèmes concrets qui minent l'école ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR, certains députés debout.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Laurent Furst et M. Éric Straumann . Debout ! Debout !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse. Madame la députée, ce qui est excessif est dérisoire, et ce que vous venez de dire est très excessif. *(Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. Thibault Bazin. Scandaleux !

M. Fabien Di Filippo. Vous préférez pousser la poussière sous le tapis !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre . Contrairement à vous, j'adresse ma première pensée à cette professeure qui a subi ce qu'elle a subi en fin de semaine dernière.

M. Pierre Cordier. Il faut agir !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre . D'emblée, l'institution a réagi, avant vous, avant même que vous ne sachiez quoi que ce soit. Une plainte a été déposée. Les jeunes ont été mis en examen. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Éric Straumann. Heureusement que ça a été filmé !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre . Est-il possible de vous répondre ? Mesdames, messieurs les députés du groupe Les Républicains, vous êtes en train de donner l'exemple du chahut et du désordre ! *(Mmes et MM. les membres des groupes LaREM et MODEM se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.)* Si des élèves nous regardent, vous ne leur donnez pas le bon exemple. Je le pense profondément, très profondément !

M. Maxime Minot. Nous ne sommes pas vos élèves !

M. Pierre Cordier. Monsieur le président ! Il n'a pas à nous montrer du doigt !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre . Madame Beauvais, ce que vous avez dit est tout simplement faux. Nous avons fait davantage en dix-huit mois que tous les gouvernements que vous avez soutenus ! Beaucoup plus ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

En voici quelques exemples. Dès mon arrivée, j'ai créé une cellule de sécurité, dirigée par un préfet. Les premiers discours que j'ai prononcés devant les chefs d'établissement ont consisté à dire que... *(Les exclamations perdurent.)*

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues. Nous écoutons la réponse de M. le ministre. Vous posez des questions, écoutez les réponses. Poursuivez, monsieur le ministre.

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. En réalité, mesdames, messieurs les députés du groupe Les Républicains, vous ne voulez pas de réponse à votre question. Vous ne voulez pas savoir tout ce qui a été fait, et que vous n'aviez pas fait. Vous ne voulez rien savoir de la situation dont nous héritons parce que cela n'a pas été fait.

Premièrement, il n'y a eu aucun laxisme dans cette affaire. Les sanctions les plus fermes seront prononcées. Deuxièmement, depuis mon arrivée, nous répétons, et c'est la première fois, qu'il faut en finir avec le « pas de vagues dans les établissements ».

Nous réagissons établissement par établissement, lorsque des difficultés surgissent. Nous créons des pistes de politiques publiques qui prennent enfin le problème à bras-le-corps.

M. le président. Merci, monsieur le ministre...

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. J'aurai ultérieurement l'occasion de répondre plus avant, mais ce sujet mérite mieux que cela. *(Mmes et MM. les membres des groupes LaREM et MODEM se lèvent et applaudissent. – Huées sur les bancs du groupe LR. – MM. Collard et Chenu se lèvent en retour.)*

M. le président. Mes chers collègues, que chacun retrouve son calme, s'il vous plaît. Écoutons les questions des uns et des autres, ainsi que les réponses qui sont apportées. *(Vives protestations sur les bancs du groupe LR.)*

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Beauvais](#)

Circonscription : Marne (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1281

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale et jeunesse

Ministère attributaire : Éducation nationale et jeunesse

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [24 octobre 2018](#)